

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[2004/202333]

Extrait de l'arrêt n° 123/2004 du 7 juillet 2004

Numéro du rôle : 2750

En cause : le recours en annulation des articles 115 à 134 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, introduit par la « Fédération M.R.B. - Fédération mutualiste d'assurance maladie, Tous Risques en Belgique » et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge R. Henneuse, faisant fonction de président, et du président A. Arts, et des juges E. De Groot, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le juge R. Henneuse, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête parvenue au greffe de la Cour le 1^{er} juillet 2003, la « Fédération M.R.B. - Fédération mutualiste d'assurance maladie, Tous Risques en Belgique », dont le siège social est établi à 1210 Bruxelles, boulevard Saint-Lazare 2, l'a.s.b.l. Association des Supérieurs Majeurs de Belgique, dont le siège social est établi à 1030 Bruxelles, rue du Progrès 333, et M.-J. Henricot, M. de Waersegheers, H. Florent et A. Habaru, demeurant à 5020 Namur, place du Couvent 3, ont introduit un recours en annulation des articles 115 à 134 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à l'intérêt des parties requérantes

B.1.1. La première partie requérante, la « Fédération M.R.B. - Fédération mutualiste d'assurance maladie, Tous Risques en Belgique », est une fédération mutuelle réservée aux religieux et missionnaires de Belgique.

La deuxième partie requérante, « l'Association des Supérieurs Majeurs de Belgique », est une association sans but lucratif qui regroupe les religieux masculins vivant dans une communauté religieuse située en Wallonie ou à Bruxelles.

B.1.2. Selon le Conseil des Ministres, les dispositions attaquées n'auraient pas d'incidence directe sur la situation des affiliés de la première partie requérante. L'intérêt collectif dont celle-ci se prévaut serait, en outre, limité aux intérêts individuels de ses membres.

Le Conseil des Ministres soutient également que l'intérêt de la deuxième partie requérante ne serait pas suffisamment précis ni direct pour constituer l'intérêt requis.

B.1.3. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; enfin, qu'il n'apparaisse pas que l'objet social ne soit pas ou plus réellement poursuivi.

B.1.4.1. Selon l'article 2 de ses statuts, la « Fédération M.R.B. - Fédération mutualiste d'assurance maladie, Tous Risques en Belgique » a notamment pour tâche, outre de se porter garante du remboursement des prestations de santé, à ses membres ou aux personnes qui sont établies à leur charge, l'octroi d'aide, d'information, de guidance et d'assistance lors de l'accomplissement de sa mission.

Les dispositions attaquées, qui ont pour objet de modifier plusieurs dispositions de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, ne sont pas étrangères à l'objet social que poursuit l'association requérante. En modifiant la notion de ménage de telle sorte qu'elle est susceptible d'englober les communautés religieuses dont sont membres ses affiliés, la loi en cause a une incidence directe et défavorable sur la situation de ces derniers, qui risquent de se voir exclus du bénéfice de l'allocation pour personne handicapée qu'ils percevaient en vertu de la loi ancienne.

B.1.4.2. L'exception est rejetée.

B.1.4.3. Quant à l'« Association des Supérieurs Majeurs de Belgique », on peut lire à l'article 2 de ses statuts qu'elle poursuit comme but l'étude et la recherche de solutions concernant le développement et la bonne marche de chacun des instituts religieux et des sociétés de vie apostolique en particulier, ainsi que la présentation à ses membres de façon générale, d'un concours matériel ou moral, pour fonder, développer, promouvoir et entretenir leurs instituts et leurs œuvres, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Des dispositions qui concernent la situation financière de certains membres de l'association en raison de leur handicap ne présentent pas un lien suffisamment direct avec un concours matériel, même sous la forme de ressources financières, destiné à fonder, développer, promouvoir et entretenir des instituts religieux ou des sociétés de vie apostolique. Les allocations aux personnes handicapées, qui, comme le rappellent d'ailleurs les parties requérantes, permettent à la personne handicapée de subvenir à ses besoins de soins médicaux ou autres, générés par son handicap, ne peuvent nullement se confondre avec les ressources nécessaires aux instituts et sociétés dont sont membres des personnes handicapées pour leur fonctionnement et leur développement.

B.1.4.4. Le recours introduit par la deuxième partie requérante est irrecevable.

B.1.5. Le Conseil des Ministres conteste l'intérêt à agir de la troisième partie requérante, M.-J. Henricot, au motif que celle-ci n'est pas handicapée et ne perçoit dès lors aucune allocation visée par la loi en cause.

B.1.6.1. N'étant atteinte d'aucune forme de handicap, la troisième partie requérante n'est pas directement affectée par les dispositions en cause.

B.1.6.2. Le recours introduit par la troisième partie requérante est irrecevable.

B.1.7.1. Le Conseil des Ministres conteste également l'intérêt à agir des cinquième et sixième parties requérantes au motif que celles-ci sont âgées de plus de 65 ans et ne peuvent plus prétendre à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration. Quant à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, l'article 23 de l'arrêté royal du 5 mars 1990 consacré à cette allocation prévoit que lorsque dans un ménage, plusieurs personnes ont droit à une allocation, il est tenu compte, pour chacun des bénéficiaires, de la totalité des revenus du ménage, divisé par le nombre de personnes dont le revenu est pris en compte pour le calcul de l'allocation.

B.1.7.2. Contrairement à ce qu'affirme le Conseil des Ministres, les personnes âgées de plus de 65 ans peuvent continuer à percevoir une allocation de remplacement de revenus ou une allocation d'intégration. Si l'article 2, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 27 février 1987 prévoit que la personne handicapée doit introduire sa demande d'allocation avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans, l'article 5 de la même loi indique que le droit à l'allocation de remplacement de revenus ou à l'allocation d'intégration continue à exister après l'âge de 65 ans pour autant qu'il reste payable sans interruption.

B.1.7.3. L'exception est rejetée.

Quant à l'étendue du recours

B.2. Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 115 à 134 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002. Il ressort toutefois de la requête introduite et de l'exposé des moyens que sont seuls en cause les articles 121 et 134 de ladite loi. La Cour limite son examen à ces dispositions.

Quant au fond

B.3.1. L'article 121 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 remplace l'article 7 de la loi du 27 février 1987 « relative aux allocations aux personnes handicapées » par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les allocations visées à l'article 1^{er} ne peuvent être accordées que si le montant du revenu de la personne handicapée et le montant du revenu des personnes avec lesquelles elle forme un ménage ne dépasse pas le montant des allocations visé à l'article 6.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres ce qu'il faut entendre par 'revenu' et par qui, selon quels critères et de quelle manière le montant doit en être fixé.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer que certains revenus ou parties de revenus, dans les conditions qu'il détermine, ne sont que partiellement ou ne sont pas pris en considération. Il peut opérer une distinction en fonction du fait qu'il s'agit d'une allocation de remplacement de revenus, d'une allocation d'intégration ou d'une allocation pour l'aide aux personnes âgées. Il peut aussi opérer une distinction en fonction de l'appartenance du bénéficiaire à la catégorie A, B ou C, en fonction du degré d'autonomie de la personne handicapée, en fonction du fait qu'il s'agit du revenu de la personne handicapée elle-même ou du revenu des membres de son ménage, ou en fonction de l'origine des revenus.

§ 2. La personne handicapée et les membres de son ménage sont tenus de faire valoir leurs droits aux prestations et indemnités auxquelles ils peuvent prétendre en vertu d'une autre législation belge ou étrangère ou en vertu de règles applicables au personnel d'une institution internationale publique et qui trouvent leur fondement dans une limitation de la capacité de gain ou à des prestations sociales relatives à la maladie et l'invalidité, au chômage, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, aux pensions de retraite et de survie, à la garantie de revenus aux personnes âgées et au revenu garanti pour personnes âgées, ou qui trouvent leur fondement dans un manque ou une réduction de l'autonomie, ou dans les articles 1382 et suivants du Code civil relatif à la responsabilité civile.

§ 3. Il y a lieu d'entendre par « ménage » toute cohabitation de personnes qui forment une entité économique du simple fait que ces personnes supportent en commun, principalement, les frais journaliers pour assurer leur subsistance.

L'existence d'un ménage est présumée lorsque plusieurs personnes ont leur résidence principale à la même adresse. La preuve du contraire peut être apportée par tous les moyens possibles.

§ 4. Les allocations visées à l'article 1^{er} peuvent être accordées à titre d'avance sur les prestations et indemnités auxquelles le demandeur peut prétendre en vertu d'une autre législation belge ou étrangère ou en vertu de règles applicables au personnel d'une institution internationale publique et qui trouvent leur fondement dans une limitation de la capacité de gain ou à des prestations sociales relatives à la maladie et l'invalidité, au chômage, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, aux pensions de retraite et de survie, à la garantie de revenus aux personnes âgées et au revenu garanti pour personnes âgées, ou qui trouvent leur fondement dans un manque ou une réduction de l'autonomie, ou dans les articles 1382 et suivants du Code civil relatif à la responsabilité civile.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, dans quelles conditions, selon quelles modalités et jusqu'à concurrence de quel montant ces avances peuvent être accordées, ainsi que leur mode de récupération. Le service ou l'organisme payeur est subrogé aux droits du bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant des avances versées. »

B.3.2. Quant à l'article 134 de la même loi-programme, il disposait :

« Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003, à l'exception de l'article 128 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003. »

Il a toutefois été remplacé par l'article 275 de la loi-programme du 22 décembre 2003 prévoyant ce qui suit :

« Les articles 115, 118, 122, 123, 125, 126, 127, 130, 131, 132 en 133 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

L'article 128 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Les articles 116, 117, 119, 120, 121, 124 et 129 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2004. »

B.4. Dès lors qu'aucun recours n'a été introduit contre l'article 275 de la loi-programme du 22 décembre 2003 (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2003), le troisième moyen est sans objet.

B.5. Dans un premier moyen, les parties requérantes allèguent la violation des articles 10 et 11 de la Constitution par l'article 121, § 3, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 en ce que celui-ci définit la notion de ménage par « toute cohabitation de personnes qui forment une entité économique du simple fait que ces personnes supportent en commun, principalement, les frais journaliers pour assurer leur subsistance ». La disposition incriminée dépasserait les objectifs poursuivis par le législateur et créerait une discrimination en traitant de manière identique, d'une part, les ménages ordinaires et, d'autre part, ceux qui ne le sont pas, comme c'est le cas des communautés religieuses ou laïques.

B.6.1. Il ressort des travaux préparatoires de la disposition incriminée qu'en modifiant la définition de la notion de ménage, le législateur entendait adapter les critères et les modalités d'octroi des allocations aux personnes handicapées aux formes actuelles de cohabitation, en tenant compte non seulement des revenus propres de la personne handicapée, mais aussi de ceux des personnes avec lesquelles la personne handicapée forme ce ménage (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, DOC 50-2124/001, pp. 86 à 88 et 92).

Conscient que l'administration ne pouvait examiner chaque situation de vie particulière, le législateur a opté pour un système de présomption d'existence d'un ménage lorsque deux ou plusieurs personnes sont domiciliées à la même adresse, en laissant toutefois la possibilité à l'intéressé de démontrer par tous les moyens possibles que la situation de fait se distingue de la situation juridique dont témoigne le registre national (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, DOC 50-2124/001, p. 92).

Dans les travaux préparatoires, il est relevé qu'à la suite d'une proposition d'amendement, le ministre des Affaires sociales a déclaré en Commission des affaires sociales :

« [...] partager l'avis de l'auteur de l'amendement sur le fond. Il souligne cependant que les personnes qui pouvaient déjà bénéficier du revenu minimum garanti ne perdent pas leurs droits acquis. Il n'en demeure pas moins que l'on doit trouver une solution pour les religieux, bien que la discussion de la loi-programme ne paraisse pas être le moment le plus propice » (*Doc. parl.*, Sénat, 2002-2003, n° 2-1390/3, p. 63).

B.6.2. En disposant que toute cohabitation de personnes qui forment une entité économique du fait qu'elles supportent en commun, principalement, les frais journaliers pour assurer leur subsistance, sans prendre en considération le nombre de ces personnes ni la nature de leur cohabitation, le législateur est allé au-delà de l'objectif qu'il poursuit. Dès lors qu'il entendait adapter la définition du ménage à l'évolution de la société pour prendre en compte d'autres formes de cohabitation que celle du mariage qui peuvent influencer les revenus de ce ménage, le critère tiré de la seule prise en charge commune des frais journaliers ne permet pas de distinguer suffisamment ces nouvelles formes de cohabitation d'autres formes de prise en charge commune de frais journaliers qui existaient avant l'adoption de la loi incriminée et qui se trouvaient exclues de la notion de ménage.

Il s'ensuit qu'en ce qu'il a pour effet d'inclure les communautés religieuses ou laïques dans la notion de ménage, le critère employé en l'occurrence par le législateur n'est pas pertinent par rapport à l'objectif que celui-ci entendait poursuivre.

B.6.3. La circonstance que la présomption d'existence d'un ménage puisse être renversée par toute voie de droit, un large pouvoir d'appréciation étant laissé à l'administration, ne modifie rien à ce constat. En effet, l'absence de critères précis permettant de distinguer la cohabitation de personnes au sens que le législateur a entendu lui donner, par rapport à d'autres formes de cohabitation qu'il n'avait manifestement pas l'intention d'inclure dans la notion de ménage, crée dans le chef des personnes qui pourraient envisager le renversement de la présomption légale une incertitude incompatible avec le principe d'égalité.

B.7. Le moyen est fondé.

B.8. Etant donné que le deuxième moyen ne peut mener à une annulation plus étendue, il ne doit pas être examiné.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 121 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 7 juillet 2004.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président f.f.,

R. Henneuse.

ARBITRAGEHOF

[2004/202333]

Uittreksel uit arrest nr. 123/2004 van 7 juli 2004

Rolnummer 2750

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 115 tot 134 van de programmawet (I) van 24 december 2002, ingesteld door het « Verbond M.R.B. — Verbond van Mutualiteiten, Ziekteverzekering, Alle risico's in België » en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter R. Henneuse, waarnemend voorzitter, en voorzitter A. Arts, en de rechters E. De Groot, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van rechter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat ter griffie van het Hof is ingekomen op 1 juli 2003, hebben het « Verbond M.R.B. — Verbond van Mutualiteiten, Ziekteverzekering, Alle risico's in België », met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Sint-Lazaruslaan 2, de v.z.w. « Association des Supérieurs Majeurs de Belgique », met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Vooruitgangstraat 333, en M.-J. Henricot, M. de Waersegheers, H. Florent en A. Habaru, wonende te 5020 Namen, place du Couvent 3, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 115 tot 134 van de programmawet (I) van 24 december 2002 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Wat het belang van de verzoekende partijen betreft

B.1.1. De eerste verzoekende partij, het « Verbond M.R.B. - Verbond van Mutualiteiten, Ziekteverzekering, Alle risico's in België », is een verbond van ziekenfondsen voor Belgische religieuzen en missionarissen.

De tweede verzoekende partij, de « Association des Supérieurs Majeurs de Belgique », is een vereniging zonder winstoogmerk van mannelijke religieuzen die leven in een religieuze gemeenschap in Wallonië of Brussel.

B.1.2. Volgens de Ministerraad zouden de bestreden bepalingen geen rechtstreekse weerslag hebben op de situatie van de leden van de eerste verzoekende partij. Bovendien zou het collectieve belang waarop zij zich beroept, beperkt zijn tot de individuele belangen van haar leden.

De Ministerraad voert eveneens aan dat het belang van de tweede verzoekende partij niet voldoende duidelijk zou zijn, noch voldoende rechtstreeks om het vereiste belang te vormen.

B.1.3. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat het collectief belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat het maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.1.4.1. Volgens artikel 2 van zijn statuten heeft het « Verbond M.R.B. — Verbond van Mutualiteiten, Ziekteverzekering, Alle risico's in België » onder meer tot taak in te staan voor de terugbetaling van de geneeskundige verstrekkingen aan zijn leden of de personen te hunnen laste, en de nodige hulp, voorlichting, begeleiding en bijstand te verlenen bij het vervullen van zijn opdracht.

De bestreden bepalingen, die tot doel hebben verschillende bepalingen te wijzigen van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, zijn niet vreemd aan het maatschappelijk doel dat de verzoekende vereniging nastreeft. Door het begrip « huishouden » zo te wijzigen dat de religieuze gemeenschappen waarvan haar leden deel uitmaken onder dat begrip kunnen vallen, heeft de in het geding zijnde wet een rechtstreekse en ongunstige weerslag op de situatie van die laatsten, die dreigen te worden uitgesloten van het voordeel van de tegemoetkoming voor personen met een handicap die zij krachtens de vroegere wet ontvingen.

B.1.4.2. De exceptie wordt verworpen.

B.1.4.3. Wat de « Association des Supérieurs Majeurs de Belgique » betreft, kan men in artikel 2 van haar statuten lezen dat haar doel bestaat in de studie en het zoeken naar oplossingen met betrekking tot de ontwikkeling en de goede werking van elk van de religieuze instellingen en van de apostolische leefgemeenschappen in het bijzonder, alsook het verlenen van algemene materiële of morele bijstand aan haar leden, met het oog op de oprichting, de ontwikkeling, de bevordering en de instandhouding van hun instellingen en werken, zowel in België als in het buitenland.

Bepalingen die betrekking hebben op de financiële situatie van bepaalde leden van de vereniging wegens hun handicap, houden onvoldoende rechtstreeks verband met materiële bijstand - zelfs in de vorm van financiële inkomsten - die bestemd is om religieuze instellingen of apostolische leefgemeenschappen op te richten, te ontwikkelen, te bevorderen of in stand te houden. De tegemoetkomingen aan personen met een handicap die, zoals de verzoekende partijen overigens eraan herinneren, de persoon met een handicap in staat stellen in zijn behoeften aan onder meer medische zorg, die een gevolg zijn van zijn handicap, te voorzien, mogen geenszins worden verward met de middelen die de instellingen en gemeenschappen waarvan personen met een handicap deel uitmaken, nodig hebben voor hun werking en ontwikkeling.

B.1.4.4. Het beroep dat is ingesteld door de tweede verzoekende partij is onontvankelijk.

B.1.5. De Ministerraad betwist het belang van de derde verzoekster, M.-J. Henricot, om in rechte te treden omdat zij niet gehandicapt is en bijgevolg geen aanspraak maakt op een in de in het geding zijnde wet bedoelde tegemoetkoming.

B.1.6.1. Aangezien zij niet gehandicapt is, wordt de derde verzoekster niet rechtstreeks geraakt door de in het geding zijnde bepalingen.

B.1.6.2. Het beroep dat is ingesteld door de derde verzoekster is onontvankelijk.

B.1.7.1. De Ministerraad betwist eveneens het belang van de vijfde en zesde verzoekende partij om in rechte te treden omdat zij ouder zijn dan 65 jaar en niet langer aanspraak kunnen maken op een inkomensvervangende tegemoetkoming, noch op een integratietegemoetkoming. Wat de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden betreft, bepaalt artikel 23 van het koninklijk besluit van 5 maart 1990, dat betrekking heeft op die tegemoetkoming, dat, indien in een huishouden verscheidene personen recht hebben op een tegemoetkoming, voor ieder van de gerechtigden rekening wordt gehouden met de totaliteit van het inkomen van het huishouden, gedeeld door het aantal personen van wie het inkomen in aanmerking genomen werd voor de berekening van de tegemoetkoming.

B.1.7.2. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad beweert, kunnen bejaarden die ouder zijn dan 65 jaar een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietegemoetkoming blijven trekken. Artikel 2, §§ 1 en 2, van de wet van 27 februari 1987 bepaalt weliswaar dat de persoon met een handicap zijn aanvraag voor een tegemoetkoming moet indienen vóór de leeftijd van 65 jaar, maar artikel 5 van dezelfde wet geeft aan dat het recht op een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietegemoetkoming blijft bestaan na de leeftijd van 65 jaar voor zover het zonder onderbreking betaalbaar blijft.

B.1.7.3. De exceptie wordt verworpen.

Wat de draagwijdte van het beroep betreft

B.2. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 115 tot 134 van de programmawet (I) van 24 december 2002. Uit het ingediende verzoekschrift en uit de uiteenzetting van de middelen blijkt echter dat alleen de artikelen 121 en 134 van die wet in het geding zijn. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot die bepalingen.

Ten gronde

B.3.1. Bij artikel 121 van de programmawet (I) van 24 december 2002 wordt artikel 7 van de wet van 27 februari 1987 « betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap » door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De in artikel 1 bedoelde tegemoetkomingen kunnen enkel toegekend worden indien het bedrag van het inkomen van de persoon met een handicap en het bedrag van het inkomen van de personen met wie hij een huishouden vormt, het in artikel 6 bedoelde bedrag van de tegemoetkomingen niet overschrijdt.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad wat moet worden verstaan onder ' inkomen ' en door wie, volgens welke criteria en op welke wijze het bedrag ervan moet worden bepaald.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen dat sommige inkomsten of delen van het inkomen, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, niet of slechts gedeeltelijk in aanmerking worden genomen. Hij kan daarbij een onderscheid maken naargelang het gaat om een inkomensvervangende tegemoetkoming, een integratietegemoetkoming of een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden. Hij kan eveneens een onderscheid maken naargelang de gerechtigde behoort tot categorie A, B of C, naargelang de graad van zelfredzaamheid van de persoon met een handicap, naargelang het gaat om het inkomen van de persoon met een handicap zelf of om het inkomen van de leden van zijn huishouden, of naargelang de bron van het inkomen.

§ 2. De persoon met een handicap en de leden van zijn huishouden moeten hun rechten laten gelden op de uitkeringen en vergoedingen waarop ze aanspraak kunnen maken krachtens een andere Belgische of buitenlandse wetgeving of krachtens de regels van toepassing op het personeel van een internationale openbare instelling en die hun grond vinden in een beperking van het verdienvermogen of op sociale uitkeringen inzake ziekte en invaliditeit, werkloosheid, arbeidsongevallen, beroepsziekten, rust- en overlevingspensioenen, de inkomensgarantie voor ouderen en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, of die hun grond vinden in een gebrek aan of vermindering van de zelfredzaamheid, of in de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid.

§ 3. Onder ' huishouden ' moet worden verstaan elke samenwoning van personen die een economische entiteit vormen gewoon door het feit dat deze personen de dagelijkse kosten voor hun levensonderhoud hoofdzakelijk gemeenschappelijk dragen.

Het bestaan van een huishouden wordt vermoed wanneer meerdere personen hun hoofdverblijfplaats op hetzelfde adres hebben. Het tegenbewijs kan met alle mogelijke middelen worden geleverd.

§ 4. De in artikel 1 bedoelde tegemoetkomingen kunnen worden toegekend als voorschot op de uitkeringen en vergoedingen waarop de aanvrager aanspraak kan maken krachtens een andere Belgische of buitenlandse wetgeving of krachtens regels van toepassing op het personeel van een internationale openbare instelling en die hun grond vinden in een beperking van het verdienvermogen of op sociale uitkeringen inzake ziekte en invaliditeit, werkloosheid, arbeidsongevallen, beroepsziekten, rust- en overlevingspensioenen, de inkomensgarantie voor ouderen en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, of die hun grond vinden in een gebrek aan of vermindering van de zelfredzaamheid, of in de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, onder welke voorwaarden, op welke wijze en tot welk bedrag deze voorschotten kunnen worden toegekend, alsmede de wijze waarop ze kunnen worden teruggevorderd. De uitbetalingsdienst of -instelling treedt in de rechten van de gerechtigde tot het bedrag van de toegekende voorschotten. »

B.3.2. Artikel 134 van dezelfde programmawet bepaalde oorspronkelijk :

« Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 2003, met uitzondering van artikel 128 dat in werking treedt op 1 januari 2003. »

Het werd echter vervangen bij artikel 275 van de programmawet van 22 december 2003, dat luidt als volgt :

« De artikelen 115, 118, 122, 123, 125, 126, 127, 130, 131, 132 en 133 treden in werking op 1 juli 2003.

Het artikel 128 treedt in werking op 1 januari 2003.

De artikelen 116, 117, 119, 120, 121, 124 en 129 treden in werking op 1 juli 2004. »

B.4. Aangezien geen enkel beroep is ingesteld tegen artikel 275 van de programmawet van 22 december 2003 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2003), is het derde middel zonder voorwerp.

B.5. In een eerste middel voeren de verzoekende partijen een schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door artikel 121, § 3, van de programmawet (I) van 24 december 2002 doordat het het begrip « huishouden » definieert als « elke samenwoning van personen die een economische entiteit vormen gewoon door het feit dat deze personen de dagelijkse kosten voor hun levensonderhoud hoofdzakelijk gemeenschappelijk dragen ». De bestreden bepaling zou verder gaan dan de doelstellingen die de wetgever heeft nagestreefd en zou aanleiding geven tot discriminatie door een identieke behandeling van, enerzijds, de gewone huishoudens en, anderzijds, de huishoudens die dat niet zijn, zoals de religieuze gemeenschappen of lekengemeenschappen.

B.6.1. Uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten bepaling blijkt dat de wetgever, door de definitie van het begrip « huishouden » te wijzigen, de criteria en modaliteiten voor toekenning van de tegemoetkomingen aan personen met een handicap nauwer wilde doen aansluiten bij de huidige samenlevingsvormen, door niet alleen rekening te houden met het eigen inkomen van de persoon met een handicap, maar ook met dat van de personen met wie hij een huishouden vormt (*Parl. St.*, Kamer, 2002-2003, DOC 50-2124/001, pp. 86 tot 88 en 92).

Zich ervan bewust dat de administratie onmogelijk elke afzonderlijke feitelijke levenssituatie kon uitpluizen, heeft de wetgever geopteerd voor een systeem van vermoeden van het bestaan van een huishouden wanneer twee of meer personen op hetzelfde adres gedomicilieerd zijn, waarbij echter aan de betrokkene de mogelijkheid wordt gelaten om met alle mogelijke middelen aan te tonen dat de feitelijke toestand afwijkt van de juridische, zoals die blijkt uit het rijksregister (*Parl. St.*, Kamer, 2002-2003, DOC 50-2124/001, p. 92).

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat, ter gelegenheid van een voorstel van amendement, de Minister van Sociale Zaken in de Commissie voor de sociale aangelegenheden heeft verklaard :

« [...] het ten gronde eens te zijn met de indiener van de amendementen. Hij wijst er evenwel op dat de personen die voorheen reeds van het gewaarborgd minimuminkomen konden genieten hun verworven rechten niet verliezen. Dit neemt niet weg dat een oplossing moet worden gevonden voor de kloosterlingen, maar de bespreking van de programmawet lijkt hiervoor niet het juiste ogenblik » (*Parl. St.*, Senaat, 2002-2003, nr. 2-1390/3, p. 63).

B.6.2. Door te bepalen dat elke samenwoning van personen die een economische entiteit vormen door het feit dat zij de dagelijkse kosten voor hun levensonderhoud hoofdzakelijk gemeenschappelijk dragen een « huishouden » is, zonder het aantal personen noch de aard van hun samenwoning in aanmerking te nemen, is de wetgever verder gegaan dan het doel dat hij nastreeft. Aangezien hij de definitie van het begrip " huishouden " nauwer wilde doen aansluiten bij de maatschappelijke ontwikkelingen om andere samenlevingsvormen dan het huwelijk - die een weerslag kunnen hebben op het inkomen van het huishouden - in aanmerking te nemen, kan louter op grond van het criterium van het gemeenschappelijk dragen van dagelijkse kosten onvoldoende onderscheid worden gemaakt tussen die nieuwe samenlevingsvormen en andere vormen van het gemeenschappelijk dragen van de dagelijkse kosten die reeds vóór de goedkeuring van de bestreden wet bestonden en die van het begrip « huishouden » waren uitgesloten.

Daaruit volgt dat, in zoverre het tot gevolg heeft dat de religieuze of lekengemeenschappen onder het begrip « huishouden » vallen, het criterium dat de wetgever te dezen heeft aangewend, niet pertinent is in het licht van het doel dat hij wilde nastreven.

B.6.3. Het feit dat het vermoeden van het bestaan van een huishouden met alle wettelijke middelen kan worden weerlegd, waarbij de administratie een ruime beoordelingsbevoegdheid wordt toegekend, doet niets af aan die vaststelling. De ontstentenis van precieze criteria op grond waarvan de samenwoning van personen in de zin die de wetgever daaraan heeft willen geven, kan worden onderscheiden van andere samenlevingsvormen die hij duidelijk niet tot het begrip « huishouden » wilde rekenen, brengt immers voor de personen die het wettelijk vermoeden zouden willen weerleggen een onzekerheid teweeg die onverenigbaar is met het gelijkheidsbeginsel.

B.7. Het middel is gegrond.

B.8. Aangezien het tweede middel niet tot een ruimere vernietiging kan leiden, dient het niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 121 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 7 juli 2004.

De griffier,

L. Potoms.

De wnd. voorzitter,

R. Henneuse.

SCHIEDSHOF

[2004/202333]

Auszug aus dem Urteil Nr. 123/2004 vom 7. Juli 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2750

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 115 bis 134 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002, erhoben von der «Fédération M.R.B. — Fédération mutualiste d'assurance maladie, Tous Risques en Belgique» und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden R. Henneuse, und dem Vorsitzenden A. Arts, und den Richtern E. De Groot, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Richters R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die am 1. Juli 2003 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 115 bis 134 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 2002): die «Fédération M.R.B. — Fédération mutualiste d'assurance maladie, Tous Risques en Belgique», mit Sitz in 1210 Brüssel, boulevard Saint-Lazare 2, die VoG Association des Supérieurs Majeurs de Belgique, mit Vereinigungssitz in 1030 Brüssel, rue du Progrès 333, und M.-J. Henricot, M. de Waerseghers, H. Florent und A. Habaru, wohnhaft in 5020 Namur, place du Couvent 3.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.1.1. Die erste klagende Partei, die «Fédération M.R.B. — Fédération mutualiste d'assurance maladie, Tous Risques en Belgique», ist ein Krankenkassenbund, der belgischen Ordensleuten und Missionaren vorbehalten ist.

Die zweite klagende Partei, die «Association des Supérieurs Majeurs de Belgique», ist eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, der männliche Ordensleute angehören, die in einer in Wallonien oder in Brüssel niedergelassenen Gemeinschaft leben.

B.1.2. Nach Auffassung des Ministerrates hätten die angefochtenen Bestimmungen keine direkte Auswirkung auf die Lage der Mitglieder der ersten klagenden Partei. Das von dieser geltend gemachte kollektive Interesse beschränke sich außerdem auf die individuellen Interessen ihrer Mitglieder.

Der Ministerrat führt ferner an, das Interesse der zweiten klagenden Partei sei nicht ausreichend präzise und direkt, weshalb nicht das erforderliche Interesse vorliege.

B.1.3. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich dieses Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und daß schließlich nicht ersichtlich wird, daß dieser Vereinigungszweck nicht bzw. nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.1.4.1. Gemäß Artikel 2 ihrer Satzung hat die «Fédération M.R.B. — Fédération mutualiste d'assurance maladie, Tous Risques en Belgique» insbesondere die Aufgabe, zusätzlich zur Gewährleistung der Erstattung von Gesundheitsleistungen ihren Mitgliedern oder den Personen, für die sie unterhaltspflichtig sind, Hilfe, Informationen, Begleitung und Beistand bei der Erfüllung ihres Auftrags zu gewähren.

Die angefochtenen Bestimmungen, die eine Änderung mehrerer Bestimmungen des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Beihilfen für Personen mit Behinderung bezwecken, sind dem Vereinigungszweck der klagenden Vereinigung nicht fremd. Indem das angefochtene Gesetz den Begriff «Haushalt» in dem Sinne abändert, daß er die Religionsgemeinschaften umfassen kann, denen ihre Mitglieder angehören, wirkt es sich direkt und in ungünstigem Sinne auf deren Situation aus, da sie Gefahr laufen, vom Vorteil der Behindertenbeihilfe, die sie aufgrund des früheren Gesetzes erhielten, ausgeschlossen zu werden.

B.1.4.2. Die Einrede wird abgewiesen.

B.1.4.3. Was die «Association des Supérieurs Majeurs de Belgique» betrifft, ist in Artikel 2 ihrer Satzung zu lesen, daß sie den Zweck verfolgt, Lösungen zur Entwicklung und zum ordnungsgemäßen Funktionieren der einzelnen Religionsinstitute und insbesondere der apostolischen Lebensgemeinschaften zu untersuchen und anzustreben, sowie ihren Mitgliedern im allgemeinen eine materielle oder moralische Unterstützung zu gewähren, um sowohl in Belgien als auch im Ausland ihre Institute und Werke zu gründen, zu entwickeln, zu fördern und zu unterhalten.

Bestimmungen, die sich auf die finanzielle Lage gewisser Mitglieder der Vereinigung aufgrund ihrer Behinderung beziehen, weisen keinen ausreichenden Zusammenhang mit einer materiellen Unterstützung auf, und sei es in Form von finanziellen Mitteln, mit dem Ziel, Religionsinstitute oder apostolische Lebensgemeinschaften zu gründen, zu entwickeln, zu fördern und zu unterhalten. Die Behindertenbeihilfen, die, wie die klagenden Parteien übrigens in Erinnerung rufen, es einer Person mit Behinderung ermöglichen, ihren Bedarf an medizinischer oder sonstiger Pflege aufgrund ihrer Behinderung zu decken, dürfen keineswegs mit den Mitteln verwechselt werden, die die Institute und Gemeinschaften, denen Personen mit Behinderung angehören, für ihr Funktionieren und ihre Entwicklung benötigen.

B.1.4.4. Die von der zweiten klagenden Partei eingereichte Klage ist unzulässig.

B.1.5. Der Ministerrat stellt das Interesse der dritten Klägerin, M.-J. Henricot, an der Klageerhebung mit der Begründung in Abrede, sie sei nicht behindert und erhalte folglich keine Beihilfe im Sinne des angefochtenen Gesetzes.

B.1.6.1. Da die dritte Klägerin nicht unter irgendeiner Form der Behinderung leidet, ist sie nicht von den angefochtenen Bestimmungen betroffen.

B.1.6.2. Die von der dritten Klägerin eingereichte Klage ist unzulässig.

B.1.7.1. Der Ministerrat stellt ebenfalls das Interesse der fünften und sechsten klagenden Partei an der Klageerhebung mit der Begründung in Abrede, sie seien über 65 Jahre alt und könnten keinen Anspruch mehr auf die Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens und die Eingliederungsbeihilfe erheben. Was die Beihilfe zur Unterstützung von Betagten betrifft, sieht Artikel 23 des königlichen Erlasses vom 5. März 1990, der sich auf diese Beihilfe bezieht, vor, daß in dem Fall, wo in einem Haushalt mehrere Personen Anspruch auf eine Beihilfe haben, für jeden Bezugsberechtigten die Gesamtheit der Haushaltseinkünfte, geteilt durch die Anzahl Personen, deren Einkommen zur Berechnung der Beihilfe berücksichtigt wird, angerechnet wird.

B.1.7.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat behauptet, können Personen über 65 Jahre weiterhin eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens oder eine Eingliederungsbeihilfe erhalten. Artikel 2 §§ 1 und 2 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 sieht zwar vor, daß Personen mit Behinderung ihren Antrag auf Beihilfe einreichen müssen, bevor sie das Alter von 65 Jahren erreicht haben, doch Artikel 5 desselben Gesetzes besagt, daß der Anspruch auf die Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens oder auf die Eingliederungsbeihilfe nach Erreichen des Alters von 65 Jahren bestehen bleibt, vorausgesetzt, sie bleibt ohne Unterbrechung zahlbar.

B.1.7.3. Die Einrede wird abgewiesen.

In bezug auf die Tragweite der Klage

B.2. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 115 bis 134 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002. Aus der eingereichten Klageschrift und der Darlegung der Klagegründe wird ersichtlich, daß nur die Artikel 121 und 134 des besagten Gesetzes angefochten werden. Der Hof beschränkt sich auf die Prüfung dieser Bestimmungen.

Zur Hauptsache

B.3.1. Artikel 121 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 ersetzt Artikel 7 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 «über die Beihilfen für Personen mit Behinderung» durch folgende Bestimmung:

«§ 1. Die in Artikel 1 vorgesehenen Beihilfen können nur gewährt werden, wenn der Betrag des Einkommens der Person mit Behinderung und der Betrag des Einkommens der Personen, mit denen sie einen Haushalt bildet, nicht höher ist als der Betrag der in Artikel 6 erwähnten Beihilfen.

Der König bestimmt durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß, was unter 'Einkommen' zu verstehen ist, sowie durch wen, nach welchen Kriterien und auf welche Weise dessen Betrag festgelegt werden muß.

Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß bestimmen, daß gewisse Einkommen oder Teilbeträge des Einkommens unter den von ihm festgelegten Bedingungen nur teilweise oder nicht berücksichtigt werden. Er kann eine Unterscheidung vornehmen, je nachdem, ob es sich um eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens, eine Eingliederungsbeihilfe oder eine Beihilfe zur Unterstützung von Betagten handelt. Er kann auch unterscheiden je nach der Zugehörigkeit des Bezugsberechtigten zur Kategorie A, B oder C, nach dem Grad der Eigenständigkeit der Person mit Behinderung, nach dem Umstand, ob es sich um das Einkommen der Person mit Behinderung selbst oder um das Einkommen der Mitglieder ihres Haushaltes handelt, oder nach der Herkunft der Einkünfte.

§ 2. Personen mit Behinderung und die Mitglieder ihres Haushaltes sind verpflichtet, ihren Anspruch auf Leistungen und Entschädigungen, auf die sie aufgrund einer anderen belgischen oder ausländischen Gesetzgebung oder aufgrund von Regeln bezüglich des Personals einer internationalen öffentlichen Einrichtung Anspruch erheben können und die auf einer Einschränkung der Erwerbsfähigkeit oder auf Sozialleistungen in bezug auf Krankheit und Invalidität, Arbeitslosigkeit, Arbeitsunfälle, Berufskrankheiten, Alters- und Hinterbliebenenpensionen, Einkommensgarantie für Betagte und garantiertes Einkommen für Betagte beruhen oder die auf mangelnder oder eingeschränkter Eigenständigkeit oder auf den Artikeln 1382 ff. des Zivilgesetzbuches über die Zivilhaftung beruhen, geltend zu machen.

§ 3. Unter 'Haushalt' sind alle Formen des Zusammenlebens von Personen zu verstehen, die eine Wirtschaftseinheit bilden, indem diese Personen gemeinsam hauptsächlich für die täglichen Lebenshaltungskosten aufkommen.

Es wird vom Bestehen eines Haushaltes ausgegangen, wenn mehrere Personen ihren Hauptaufenthaltort an derselben Adresse haben. Der Nachweis des Gegenteils kann durch alle möglichen Mittel erbracht werden.

§ 4. Die in Artikel 1 vorgesehenen Beihilfen können als Vorschuß auf die Leistungen und Entschädigungen gewährt werden, auf die der Antragsteller aufgrund einer anderen belgischen oder ausländischen Gesetzgebung oder aufgrund von Regeln bezüglich des Personals einer internationalen öffentlichen Einrichtung Anspruch erheben kann und die auf einer Einschränkung der Erwerbsfähigkeit oder auf Sozialleistungen in bezug auf Krankheit und Invalidität, Arbeitslosigkeit, Arbeitsunfälle, Berufskrankheiten, Alters- und Hinterbliebenenpensionen, Einkommensgarantie für Betagte und garantiertes Einkommen für Betagte beruhen oder die auf mangelnder oder eingeschränkter Eigenständigkeit oder auf den Artikeln 1382 ff. des Zivilgesetzbuches über die Zivilhaftung beruhen, geltend zu machen.

Der König bestimmt durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß, unter welchen Bedingungen, auf welche Weise und bis zu welcher Höhe diese Vorschüsse gewährt werden können, sowie die Weise ihrer etwaigen Rückforderung. Die Auszahlungsdienststelle oder -einrichtung tritt in die Rechte des Bezugsberechtigten bis zur Höhe des Betrags der Vorschußzahlungen ein.»

B.3.2. Artikel 134 desselben Programmgesetzes besagte :

«Dieses Kapitel tritt am 1. Juli 2003 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 128, der am 1. Januar 2003 in Kraft tritt.»

Er wurde jedoch ersetzt durch Artikel 275 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 2003, der wie folgt lautet:

«Die Artikel 115, 118, 122, 123, 125, 126, 127, 130, 131, 132 und 133 treten am 1. Juli 2003 in Kraft.

Artikel 128 tritt am 1. Januar 2003 in Kraft.

Die Artikel 116, 117, 119, 120, 121, 124 und 129 treten am 1. Juli 2004 in Kraft.»

B.4. Da keine Klage gegen Artikel 275 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 2003 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 2003) erhoben worden ist, ist der dritte Klagegrund gegenstandslos.

B.5. In einem ersten Klagegrund führen die klagenden Parteien einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung durch Artikel 121 § 3 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 an, da in diesem der Begriff «Haushalt» beschrieben werde als «alle Formen des Zusammenlebens von Personen [...], die eine Wirtschaftseinheit bilden, indem diese Personen gemeinsam hauptsächlich für die täglichen Lebenshaltungskosten aufkommen». Die angefochtene Bestimmung gehe über die Zielsetzung des Gesetzgebers hinaus und führe eine Diskriminierung ein, indem sie einerseits die gewöhnlichen Haushalte und andererseits diejenigen, die es nicht seien, wie Religions- oder Laiengemeinschaften, auf die gleiche Weise behandle.

B.6.1. Aus den Vorarbeiten zur angefochtenen Bestimmung geht hervor, daß der Gesetzgeber durch die Änderung der Definition des Begriffs «Haushalt» die Kriterien und die Modalitäten für die Gewährung der Behindertenbeihilfen den heutigen Formen des Zusammenlebens anpassen wollte, indem er nicht nur die eigenen Einkünfte der Person mit Behinderung, sondern auch diejenigen der Personen, mit denen die Person mit Behinderung diesen Haushalt bildet, berücksichtigt (*Parl. Dok*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2124/001, SS. 86 bis 88 und 92).

In dem Bewußtsein, daß die Verwaltung nicht jede einzelne Lebenssituation prüfen kann, hat der Gesetzgeber sich für ein System entschieden, in dem vom Bestehen eines Haushaltes ausgegangen wird, wenn zwei oder mehr Personen an der gleichen Adresse ihren Wohnsitz haben, wobei er den Betroffenen jedoch die Möglichkeit geboten hat, durch alle möglichen Mittel zu beweisen, daß die faktische Situation eine andere ist als die im Nationalregister eingetragene rechtliche Situation (*Parl. Dok*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2124/001, S. 92).

In den Vorarbeiten ist erwähnt, daß der Minister der Sozialen Angelegenheiten im Anschluß an einen Abänderungsantrag im Ausschuß für Soziales erklärt hatte,

«[...] zur Hauptsache mit dem Verfasser des Abänderungsantrags einverstanden zu sein. Er hebt jedoch hervor, daß die Personen, die bereits Anspruch auf das garantierte Mindesteinkommen erheben konnten, ihre wohlerworbenen Rechte nicht verlieren. Trotzdem muß eine Lösung für die Ordensleute gefunden werden, wenn auch die Erörterung des Programmgesetzes nicht der am besten geeignete Zeitpunkt hierfür ist» (*Parl. Dok.*, Senat, 2002-2003, Nr. 2-1390/3, S. 63).

B.6.2. Indem der Gesetzgeber festgelegt hat, daß jedes Zusammenleben von Personen, die eine Wirtschaftseinheit bilden, weil sie gemeinsam hauptsächlich für die täglichen Lebenshaltungskosten aufkommen, einen «Haushalt» darstellt, ohne die Zahl dieser Personen oder die Art ihres Zusammenlebens zu berücksichtigen, ist er über seine Zielsetzung hinausgegangen. Da er den Begriff «Haushalt» der gesellschaftlichen Entwicklung anpassen wollte, um andere Formen des Zusammenlebens als die Ehe zu berücksichtigen, die sich auf die Einkünfte dieses Haushaltes auswirken können, erlaubt das lediglich aus der gemeinsamen Übernahme der täglichen Lebenshaltungskosten abgeleitete Kriterium es nicht, diese neuen Formen des Zusammenlebens von anderen Formen der gemeinsamen Übernahme der täglichen Lebenshaltungskosten, die vor der Annahme des angefochtenen Gesetzes bestanden und aus dem Begriff «Haushalt» ausgeschlossen waren, zu unterscheiden.

Folglich ist das in diesem Fall vom Gesetzgeber angewandte Kriterium, insofern es zur Folge hat, Religions- oder Laiengemeinschaften in den Begriff «Haushalt» aufzunehmen, nicht sachdienlich hinsichtlich der Zielsetzung, die er anstreben wollte.

B.6.3. Der Umstand, daß die Vermutung des Bestehens eines Haushaltes durch alle Rechtsmittel widerlegt werden kann, wobei der Verwaltung ein breiter Ermessensspielraum eingeräumt wird, ändert nichts an dieser Feststellung. Das Fehlen präziser Kriterien, anhand deren das Zusammenleben von Personen in dem vom Gesetzgeber gewünschten Sinne von anderen Formen des Zusammenlebens zu unterscheiden wäre, die er eindeutig nicht in den Begriff «Haushalt» aufnehmen wollte, schafft auf Seiten der Personen, die eine Widerlegung der gesetzlichen Vermutung beabsichtigen könnten, eine nicht mit dem Gleichheitsgrundsatz zu vereinbarende Unsicherheit.

B.7. Der Klagegrund ist begründet.

B.8. Da der zweite Klagegrund nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen kann, braucht er nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 121 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 7. Juli 2004.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der stellv. Vorsitzende,

R. Henneuse.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2004/202422]

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

De hierna vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten werden neergelegd ter Griffie van de Algemene Directie Collectieve arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De teksten van de ter Griffie neergelegde collectieve arbeidsovereenkomsten zijn beschikbaar op de website van de FOD. Zij kunnen eveneens gratis afgeprint worden.

Er kunnen evenwel voor eensluidend verklaarde afschriften van deze overeenkomsten worden verkregen mits voorafgaande betaling van een retributie van 1 EUR per bladzijde. Het afleveren van delen van kopieën wordt niet toegestaan.

De retributie is te betalen in handen van het daartoe afgevaardigd personeelslid van de Griffie.

Zij mag ook, vóór de uitreiking van de documenten, worden gestort op postrekening nr. 679-2005847-81, "Collectieve arbeidsovereenkomsten", met vermelding van de registratienummers van de gewenste overeenkomsten.

Adres : Belliardstraat, 51 te 1040 Brussel, lokaal B456.

Telefoon : 02-233 41 48 en 41 49 van 9 tot 12 uur.

Fax : 02-233 41 45.

E-mail : aca@meta.fgov.be

Internetsite : <http://www.meta.fgov.be>

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2004/202422]

Dépôt de conventions collectives de travail

Les conventions collectives de travail désignées ci-après ont été déposées au Greffe de la Direction générale Relations collectives du travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Les textes des conventions déposées au Greffe sont disponibles sur le site Internet du SPF. Ceux-ci peuvent également être imprimés gratuitement.

On peut toutefois se faire délivrer des copies certifiées conformes de ces conventions moyennant le paiement préalable d'une redevance de 1 EUR par page. La délivrance de reproduction partielle n'est pas autorisée.

La redevance est payable entre les mains de l'agent du Greffe désigné à cet effet.

Elle peut aussi être versée, préalablement à la délivrance des documents au compte postal n° 679-2005847-81, "Conventions collectives de travail", en mentionnant les numéros d'enregistrement des conventions souhaitées.

Adresse : rue Belliard, 51 à 1040 Bruxelles, local B456.

Téléphone : 02-233 41 48 et 41 49 de 9 à 12 heures.

Télécopie : 02-233 41 45.

Courriel : arc@meta.fgov.be

Site Internet : <http://www.meta.fgov.be>

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 29/01/2004, neergelegd op 27/02/2004 en geregistreerd op 28/06/2004.

- onderwerp : statuut van de syndicale afvaardiging
- vervanging van overeenkomst nummer 048414 van 30/04/1998
- uitvoering van overeenkomst nummer 060570 van 22/11/2001
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/2004, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 71692/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 29/01/2004, déposée le 27/02/2004 et enregistrée le 28/06/2004.

- objet : statut de la délégation syndicale
- remplacement de la convention numéro 048414 du 30/04/1998
- exécution de la convention numéro 060570 du 22/11/2001
- durée de validité : à partir du 01/01/2004, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 71692/CO/1240000.